

Index AI : PRE01/178/2013  
17 April 2013

## **Soudan. Les bombardements menés sans discernement exacerbent la crise humanitaire au Kordofan du Sud**

Le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Union africaine (UA) doivent intervenir immédiatement pour faire cesser les attaques aveugles au Kordofan du Sud, écrit Amnesty International dans un nouveau rapport qui met en évidence le besoin urgent d'accès de l'aide humanitaire aux zones de conflit.

Les bombardements menés sans discernement, le manque d'aide humanitaire et les déplacements massifs qui ont gravement perturbé la production agricole sont autant d'éléments qui ont mis les civils des zones contrôlées par l'Armée populaire de libération du Soudan-Nord (APLS-Nord) au Kordofan du Sud dans une situation extrêmement précaire.

Celle-ci ne peut qu'empirer au cours des prochains mois, car les réserves de nourriture diminuent et la saison des pluies imminente rend les routes impraticables.

« La communauté internationale continue de regarder cette catastrophe se dérouler tandis que la situation humanitaire se détériore dans les zones de conflit au Kordofan du Sud. Il est temps d'entreprendre une action coordonnée, a souligné Khairunissa Dhala, spécialiste du Soudan du Sud au sein d'Amnesty International.

« Les attaques aveugles doivent cesser sur-le-champ et la communauté internationale doit faire pression sur les autorités soudanaises pour qu'elles permettent l'accès immédiat et illimité de l'aide humanitaire. »

Khadija Al'hamr, une femme âgée habitant Um Serdiba, au Kordofan du Sud, a décrit à Amnesty International les suites choquantes d'un bombardement près de son domicile qui a tué sa voisine Naima Kuku et la petite-fille de cette dernière, Amal.

« Naima Kuku était découpée en morceaux. J'ai ramassé ses restes pour l'enterrer. Amal était coupée en deux et était enceinte [...]. Nous ne pouvons plus supporter ça. Il faut que cela cesse. Arrêtez les avions. »

Amnesty International a constaté des bombardements effectués par les forces armées du Soudan pendant des périodes essentielles de plantations et de récoltes qui ont eu des conséquences désastreuses sur les moyens de subsistance de la population. Selon le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), la majorité des personnes déplacées sont susceptibles de connaître des niveaux critiques de sécurité alimentaire au moment où commencera la saison des pluies, dans les prochaines semaines.

Les bombardements ont gravement perturbé des activités quotidiennes telles que l'agriculture et l'éducation. Lorsque l'enseignement est encore possible, il a lieu en plein air, afin que les professeurs et les élèves puissent courir se réfugier dans des terriers et des grottes situés à proximité. L'accès aux soins de santé et à l'eau potable a aussi été sérieusement entravé, ce qui prive la population civile de certains droits fondamentaux.

À cause du conflit, le nombre de personnes fuyant au Soudan du Sud augmente. Plus de 70 000 personnes se sont réfugiées au camp de Yida, dans l'État d'Unité, et d'autres continuent d'arriver chaque jour. L'ONU prévoit que le nombre de réfugiés dans ce camp atteindra 100 000 en mai.

Les difficultés pour accueillir la population en pleine croissance du camp de réfugiés de Yida et lui fournir des services convenables subsistent. Avec l'agrandissement du camp, les réfugiés sont incités à partir pour d'autres sites avant les pluies.

Amnesty International appelle les autorités du Soudan du Sud et les organes internationaux à s'assurer que les réfugiés aient accès aux services essentiels, y compris à l'éducation, sur tous les sites.

« Au bout de presque deux ans, le conflit au Kordofan du Sud et la crise humanitaire qu'il a entraînée portent gravement atteinte aux droits humains fondamentaux de la population, a ajouté Khairunissa Dhala.

« Les autorités soudanaises harcèlent, arrêtent et placent en détention un certain nombre de personnes qui dénoncent la situation à l'intérieur du Soudan. »

Amnesty International est très inquiète pour la santé de 32 femmes qui ont été placées en détention en raison de leur affiliation présumée au Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (MPLS-N), la branche politique de l'APLS-Nord. Elles sont détenues sans inculpation et sans avoir pu consulter un avocat depuis plus de cinq mois.

Le rapport intitulé [\*Sudan: Civilians caught in unending crisis in Southern Kordofan\*](#) demande également une enquête indépendante sur les violations présumées du droit international humanitaire et relatif aux droits humains qu'auraient commises toutes les parties au conflit, y compris les autorités soudanaises et l'APLS-Nord.